

banques sont taxées; mais en Canada, leur énorme capital ne coûte rien à ses possesseurs, si ce n'est certaines impressions qu'ils sont obligés de faire exécuter. A part cette légère dépense, les banques ne contribuent pas un seul denier au revenu public. Or, elles devraient être taxées pour payer la protection accordée à leurs actionnaires, aux déposants, ainsi que les inspecteurs chargés de l'inspection du bureau central.

L'honorable M. POWER: Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. CAMPBELL: J'hésite quelque peu à discuter ce point, parce que nous ne connaissons pas encore ce que sera le bill des Banques projeté par le Gouvernement. J'espère que ce bill pourvoira à un mode d'inspection convenable des banques, et s'il en est ainsi, j'en serai satisfait. A moins que quelque chose ne soit fait dans ce sens, la Chambre, je crois, manquerait à son devoir si elle n'insistait pas sur l'opportunité qu'il y a de pourvoir à ce que l'administration des capitaux considérables concentrés dans nos banques soit convenablement inspectée par des hommes compétents nommés par le ministère des Finances, et ces inspecteurs s'engageraient sous serment à remplir honnêtement leur devoir et le mieux qu'il leur serait possible de le faire.

Je dirai maintenant quelques mots sur la question navale, sans toutefois discuter quelle sera cette politique, parce que nous ne la connaissons pas encore. J'ai toujours cru que la politique navale de l'ex-gouvernement libéral était idéale et ne laissait à désirer rien de plus. Elle consistait à construire une flotte de guerre pour le Canada. Cette construction se serait effectuée avec nos propres matériaux, sur nos propres chantiers, et les équipages eussent été composés de marins canadiens. Quel avantage c'eût été pour nous si de puissants constructeurs d'Angleterre avaient entrepris de construire notre flotte de guerre, disons, à Halifax ou dans quelques autres ports canadiens. Nous avons payé environ vingt millions de piastres pour établir nos aciéries sur une base solide, et nous avons réussi à ce point qu'elles pourraient fournir tout ce dont la construction de vaisseaux de guerre a besoin. Si nous avions un chantier de construction naval à

Montréal ou à Québec, ou à Halifax ou Saint-Jean, et si nous construisions nos navires de guerre en Canada, quelle impulsion en recevrait notre industrie métallurgique.

Pourquoi les grands steamers du "Canadian Northern" et du "Canadian Pacific" ne sont-ils pas construits en Canada? N'est-il pas humiliant, par exemple, que le "Royal George" ne puisse être parfaitement réparé dans nos ports, et qu'il faille lui faire traverser l'océan pour le remettre dans une cale-sèche de la mère patrie? Pourquoi ne le répare-t-on pas ici? Pourquoi les navires de guerre que nous allons donner à l'Angleterre ne sont-ils pas construits avec l'acier provenant d'une usine canadienne, puis avec du bois tiré de nos forêts et équipés avec des marins canadiens? Ce serait de la politique nationale, et c'est une politique de ce genre qu'il nous faut.

Comme on l'a dit l'autre jour, on ne saurait choisir un meilleur temps pour inaugurer cette politique, puisque c'est nous qui devons payer le coût des navires de guerre et que le Canada a besoin, lui-même, de ces navires. Une politique de ce genre vaudrait mieux à la mère-patrie que la contribution d'urgence dont il est question. Jetez un coup d'œil sur le commerce de l'Angleterre qui progresse si merveilleusement. Ce commerce a excédé considérablement le volume qu'il avait atteint l'année précédente. Les fabriques anglaises sont surchargées de commandes. La prospérité ne fut jamais aussi grande en Angleterre qu'aujourd'hui. Le commerce étranger de la mère-patrie accuse chaque mois une augmentation de millions de piastres. Le trésor anglais déborde, et comme l'honorable sénateur de DeLorimier (l'hon. M. Dandurand) l'a si bien dit, hier, le gouvernement anglais, durant les sept dernières années, après avoir fait face à l'augmentation des dépenses encourues pour la construction de nombreux vaisseaux de guerre; après avoir établi un fonds de pension pour le vieil âge; après avoir établi un fonds d'assurance pour ceux qui ne sont plus capables de gagner leur vie par leur travail; après avoir pourvu à tous les besoins du gouvernement, le ministre des Finances a pu réduire la dette publique d'environ \$60,000,000 chaque année. De ce fait, dira-